

## Déclaration du bureau national du POI

# Au lendemain du 9 avril

**Le bureau national du POI s'est réuni au lendemain de la grève interprofessionnelle et des manifestations convoquées le 9 avril. Il a procédé à un examen de la situation.**

1 – Le 9 avril a montré que la volonté grandit parmi la classe ouvrière et les militants de s'engager dans le combat uni avec les organisations pour bloquer la politique de destruction et de misère du gouvernement Hollande-Valls. **Le 9 avril a montré, à tous ceux qui prétendent l'ignorer ou le contester, que la classe ouvrière organisée est une réalité, une force**, et que dès lors que les organisations avancent clairement le mot d'ordre « *Retrait du pacte de responsabilité et de la loi Macron !* », les travailleurs, les militants cherchent à se grouper dans une lutte de classe unie contre le gouvernement. Cela dans un contexte où, à Radio France, dans les hôpitaux, dans les collectivités territoriales, dans l'Education nationale et dans des centaines d'autres circonstances, les grèves se multiplient contre les conséquences concrètes des mesures gouvernementales, pour la défense de l'emploi, des salaires, des garanties collectives. Partout, monte une même exaspération : « *On n'en peut plus, il faut que cesse cette politique maintenant !* » La multiplication des grèves et des combats de classe sur les revendications particulières se heurtent à la politique de ce gouvernement. **Elle s'inscrit dans un processus qui pousse la classe ouvrière à faire converger ses forces contre ce gouvernement, agent du grand capital.** Toute la situation pousse à la lutte de classe unie pour contraindre le gouvernement à reculer.

2 – **Le pays s'enfoncé chaque jour davantage dans une profonde crise politique, sociale, institutionnelle, économique. Tous les partis institutionnels et les institutions elles-mêmes sont frappés.** Cette crise s'inscrit elle-même dans la crise de l'Union européenne, et plus généralement du système basé sur la propriété privée des moyens de production. Un système qui génère l'extension des guerres, la dislocation des nations et qui, partout, remet en cause ce qui a été conquis par le combat ouvrier et démocratique. Le P-DG de l'une des principales banques des Etats-Unis, la banque Morgan, vient d'annoncer « *l'imminence d'une crise financière sans précédent dans l'histoire* ». Au même moment, la Banque centrale européenne continue chaque jour à déverser des milliards d'euros en direction des spéculateurs, rendant, selon les termes du journal *Le Monde*, « *les marchés euphoriques* ».

3 – Le gouvernement Hollande-Valls est plus que jamais déterminé à continuer sur la voie qu'il s'est tracé. Il veut accélérer le rythme des contre-réformes et mesures anti-ouvrières en application des traités européens. **Les mesures anti-ouvrières tombent en cascade** : le pacte de responsabilité, la loi Macron 1 et la loi Macron 2 sont les plus connues. Mais il veut aussi imposer au pas de charge la loi Touraine contre la santé, la réforme des collèges, la réforme territoriale et des mesures contre les libertés démocratiques. Et il le fait avec l'appui direct des dirigeants du Parti socialiste et en profitant de l'attitude des dirigeants du PCF et du Front de gauche.

4 – **La défense des intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie se heurte frontalement aux institutions de la V<sup>e</sup> République et de l'Union européenne.** L'exemple de la Grèce est là pour le montrer. La défense des intérêts des travailleurs et de la démocratie exige le démantèlement des institutions — celles de la V<sup>e</sup> République et de l'Union européenne, qui sont là pour garantir le système de la propriété privée des moyens de production — et leur remplacement par un gouvernement authentiquement au seul service de la classe ouvrière, des opprimés, des exploités et de la démocratie.

5 – Dans ce contexte, les militants du POI sont invités, à égalité avec les militants et travailleurs d'origines diverses et de points de vue différents, à **participer à la préparation de l'assemblée-débat du 6 juin prochain proposée par Informations ouvrières.** Avec tous leurs camarades et collègues, ils vont contribuer à cette discussion, comme militants du Parti ouvrier indépendant, sans prétendre pour autant fournir par avance toutes les réponses. Dans le cadre de la préparation de l'assemblée du 6 juin, et sur le plan spécifique qui est le leur, les militants du POI prendront toutes leurs responsabilités pour assurer l'élargissement de la diffusion d'*Informations ouvrières*.

6 – C'est pour aider la classe ouvrière à réaliser les conditions de son action de classe que nous avons constitué, il y a sept ans, le Parti ouvrier indépendant. **En menant cette bataille, le POI entend contribuer au rassemblement des forces militantes qui se dégagent dans la construction d'une authentique représentation politique de la classe ouvrière.** Nous appelons tous les comités du POI à mener très largement la discussion sur les questions soulevées dans cette résolution, dans les assem-

blées qui se tiendront aux mois d'avril et de mai avec l'ensemble des adhérents et, plus généralement, avec les sympathisants, travailleurs, militants qui souhaiteront s'y associer. Nous les appelons à saisir cette occasion pour mener une campagne de renforcement du Parti ouvrier indépendant.

7 – C'est dans ces conditions que le bureau national appelle les comités départementaux du POI à mandater leur délégué pour le conseil fédéral national (CFN) des 8 et 9 mai, qui dégagera les leçons de la situation pour les projeter dans la préparation du V<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier indépendant des 21 et 22 novembre prochains. Dans ce CFN, nous centraliserons le bilan de notre propre activité : après les assemblées d'avril ; l'état de la campagne de renforcement du parti, incluant la centralisation des cartes et des timbres ; la centralisation de la diffusion d'*IO* et le lancement de la campagne des abonnements d'été ; la mise en œuvre, en France, de la campagne internationale contre la répression anti-syndicale en Espagne, qui se relie à la préparation de la rencontre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples organisée à Genève le 7 juin, à l'occasion de la conférence annuelle de l'Organisation internationale du travail (OIT).

8 – En résumé, les médias ont beau avoir fait un « black out » pratiquement total sur la grève interprofessionnelle et les manifestations appelées par la CGT, la CGT-FO, la FSU et SUD ; ils ont beau, comme la majorité des dirigeants politiques de ce pays, s'acharner à minimiser ce qui s'est passé ce 9 avril ; **il n'en demeure pas moins que pour les centaines de milliers de grévistes et de manifestants, pour tous les militants qui ont construit cette grève et ces manifestations... cette journée du 9 avril constitue un formidable encouragement.** Les premiers éléments d'une perspective capable d'unifier toutes les forces de la classe ouvrière se dégagent de ces centaines de défilés où, fraternellement, les militants CGT, FO, FSU et SUD ont manifesté dans l'unité, côte à côte, pour le retrait de la loi Macron, contre la politique de contre-réformes de ce gouvernement au service du patronat, du Medef et du capital financier. Ce qui ne fait pas disparaître les obstacles auxquels la préparation du 9 avril s'est heurtée, y compris au sein même des organisations qui y appelaient, et qui trouveront encore à s'exprimer.

Si ce 9 avril a constitué un formidable encouragement pour tous les travailleurs et les militants qui y ont participé, il souligne avec plus de force que jamais la contradiction majeure de toute la situation. Pendant la grève et les manifestations, le Sénat poursuivait, comme si de rien n'était, l'examen de la loi Macron ; l'Assemblée nationale poursuivait, elle, l'examen d'une loi Touraine (totalement appuyée par les députés du PS, et à laquelle les députés du Front de gauche et de la gauche du PS ont

évitée de s'opposer), tandis que Hollande et Valls annonçaient de nouvelles mesures fiscales en faveur du patronat, ainsi que de nouvelles menaces contre le Code du travail...

Une contradiction qui pose avec une force nouvelle la question : « Et maintenant, après que des centaines de milliers de travailleurs et de militants ont indiqué leur entière disponibilité, en se saisissant de l'appel de leurs confédérations, comment faire pour que le gouvernement soit contraint de retirer effectivement sa loi Macron et de renoncer à la nouvelle avalanche de mesures qu'il a programmées pour frapper les travailleurs ? » **Comment les choses se présentent-elles au lendemain de cette grève ?** A l'évidence, le travail commun réalisé par les militants et les responsables qui ont travaillé ensemble pour organiser cette grève et ces manifestations a construit et renforcé de nouveaux points d'appui dans la bataille qu'ont engagée, par exemple, les salariés en grève de Radio France pour défendre le service public de radio, ou bien les salariés dans les hôpitaux pour s'opposer à l'offensive de destruction sans précédent dont ils sont l'objet avec la loi Touraine. Il en est de même pour les marins de la SNCM, qui sont renforcés et encouragés à poursuivre et amplifier la bataille qu'ils mènent contre l'offensive du gouvernement pour les liquider dans le cadre de son attaque contre le « droit social français »... Comme pour les enseignants, qui sont engagés dans la bataille contre la réforme du collège qui menace de dynamiter tout le système de l'instruction publique de ce pays. A l'évidence, la grève et les manifestations du 9 avril marquent le franchissement d'une étape dans le processus qui pousse à la convergence des luttes de la classe ouvrière que la politique de ce gouvernement dirige inexorablement contre lui.

Les choses vont vite. La frénésie dont fait preuve ce gouvernement exige que le débat entre militants et travailleurs autour de ces questions pressantes, tirant profit des conditions favorables créées par cette journée de grève et de manifestations du 9 avril, s'organise et s'élargisse à l'échelle de tout le pays. La crise dans laquelle le pays s'enfonce ne pourra trouver d'issue que comme le produit du développement de ce libre débat et des solutions que son extension à une large surface militante sera capable d'y apporter... **C'est le sens de la proposition d'assemblée-débat (6 juin) lancée par l'hebdomadaire *Informations ouvrières* et adressée à tous les travailleurs et militants, quelle que soit leur appartenance politique et dans le respect de celle-ci,** une assemblée-débat dans laquelle les militants du POI s'inscrivent à égalité avec tous les autres travailleurs et militants qui souhaitent y participer.

**Adoptée à l'unanimité du bureau national du POI,  
Paris, le 11 avril 2015, 16 heures**

*Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant*  *Je souhaite adhérer*

Nom, prénom : ..... Adresse : .....

..... Code postal : ..... E-mail : .....

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris